



PUBLIE LE 15 DEC. 2025

**ACTION EN JUSTICE
AFFAIRE M. C. C/ VILLE DE ROUEN
ESTER EN JUSTICE
FRAIS ET HONORAIRES
AUTORISATION
Réf. 2025 / 97**

NOUS, MAIRE DE ROUEN,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 (11° et 16°) et L.2122-23,
- La délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation du Conseil Municipal au Maire,
- Le budget de l'exercice en cours,
- Le projet de convention d'honoraires ci-joint.

CONSIDERANT :

- Que, par un arrêté du 15 juillet 2025, M.C a été révoqué et radié des cadres.
- Qu'une requête en référé suspension enregistrée par le Tribunal administratif de Rouen le 5 septembre 2025 sous le numéro 2504299 a été introduite par M. C. contre l'arrêté du 15 juillet 2025.
- Que la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS, est susceptible d'assurer pleinement la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire.

DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}- Est autorisée la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire par la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS.

Article 2.- Est autorisée la signature de la convention d'honoraires avec la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS.

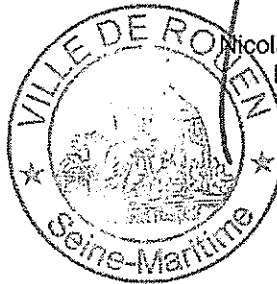


Article 3. - Est autorisé le paiement à la S.E.L.A.R.L. EDEN AVOCATS d'une somme de 1.200,00 € T.T.C. correspondant aux frais et honoraires qui lui sont dus pour son intervention dans l'affaire considérée ci-dessus.

Article 4. - La dépense en résultant sera imputée au chapitre 011 (charges à caractère général), article 62268 (autres honoraires) du budget.

Article 5. - M. le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé d'assurer l'exécution de la présente décision qui sera insérée au registre des délibérations.

FAIT A ROUEN, en L'HOTEL DE VILLE, 21 octobre 2025



Nicolas MAYER-ROSSIGNOL
Le Maire de Rouen

La présente décision pourra faire l'objet un recours pour excès de pouvoir, lequel interviendra dans un délai de deux mois à compter de sa notification (article R.421-1 du Code de la Justice Administrative) auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53 Avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN – Téléphone : 02.35.58.35.00 ; télécopie : 02.35.58.35.03 – courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr).

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du CJA.